

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

ÉDITORIAL

Un an ! Le CADTM France fête en ce mois de mai 2003 son premier anniversaire d'existence officielle. Même si nous avons débuté notre action depuis début 2001, les statuts ont été déposés en mai 2002. A quelques jours du sommet du G8 et du Sommet pour un autre monde qui va lui faire face, au moment même où les Français se mobilisent largement contre le projet libéral de réforme des retraites, nous avons envie de nous arrêter quelques minutes pour jeter un regard en arrière.

Créé en 1990, le CADTM est un réseau international basé à Bruxelles qui agit en faveur d'alternatives radicales aux différentes formes d'oppression qui s'exercent dans le monde. La dette du Tiers-Monde et l'ajustement structurel sont au cœur de nos préoccupations, car l'endettement constitue l'un des principaux mécanismes par lesquels s'exercent les diktats du G8, des firmes transnationales et du trio Banque mondiale / FMI / OMC.

L'angle d'attaque du CADTM est l'annulation totale de la dette extérieure publique du Tiers-Monde, dénoncée comme illégitime, et l'abandon des politiques d'ajustement structurel imposées aux pays en développement.

En France, le CADTM (présent à Paris, Lyon, Grenoble, Aix-en-Provence, Orléans, Poitiers, Nîmes, dans le Sud-Ouest...) est membre du comité de pilotage de la plate-forme "Dette et Développement" et nous participons à l'Observatoire de l'annulation par la France des dettes des pays pauvres, créé conjointement par la plate-forme et le Haut conseil à la coopération internationale (HCCI), dont l'avenir est actuellement très indécis. Nous avons également travaillé, au sein de cette plate-forme, sur le Club de Paris, le groupe très fermé des États créanciers du Nord.

De plus, nous animons des séances de formation sur la dette sur tout le territoire comme à l'étranger lors des rassemblements internationaux. Dernièrement, des membres de notre réseau ont animé des ateliers sur la dette au Forum social européen (FSE) de Florence et au Forum social mondial de Porto Alegre. Nous préparons activement le contre-G8, ainsi que le FSE de Paris en novembre. Venez nous rejoindre !

▼ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

AGENDA

24 mai : intervention de Sylvie Bourinet, lors du "Printemps déviant", à Dijon (21).

24 mai : théâtre "Le Procès de la dette" joué à Martigues par le groupe CADTM d'Aix (13).

26 mai, 20h30 : intervention de Damien Millet sur le thème "Dette du Tiers-Monde et migrations", à Orléans (45), à l'initiative d'Attac.

29 mai-1er juin : sommet pour un autre monde à Annemasse (74) et Genève, à l'occasion du G8 d'Évian (voir p.2) : conférences, tribunal de la dette, concert, etc.

2-3 juin : réunion du réseau international CADTM à Genève.

9 juin, 11h : intervention de Claude Quémar à Angoulême (16), dans le cadre du festival "Musiques métisses".

15 juin : festival "Noche Latina" à Lille (59), avec stand CADTM.

18 juin : intervention de Jean N. Musa et de Claude Quémar à Montmorillon (86) à l'initiative d'Attac.

20 juin, 20h30 : intervention de Damien Millet à Gien (45), à l'initiative d'Attac.

21 juin, 10h : CA du CADTM France.

27 juin : concert "Drop the debt" à Lille (59), en clôture des "Assises nationales du développement durable", avec stand et diffusion des dessins de DOM sur ballon géant.

29 juillet : stand et soirée spéciale lors des "Nuits atypiques" de Langon (33).

CITATION

"Le FMI ne voulait pas de dévaluation en Russie [en 1998], il a injecté des millions de dollars pour maintenir le taux de change. Les dirigeants du FMI et du Trésor américain craignaient qu'une dévaluation ne relance l'inflation (...) Ils ont ignoré une analyse de la Banque mondiale qui montrait que les récents prêts du FMI ne permettraient pas le retour de la croissance, mais ne feraient que creuser la dette. Le résultat était prévisible. Le plan de sauvetage n'a servi à rien et il y a eu l'inflation."

JOSEPH STIGLITZ, IN *LES ÉCHOS*, 17 AVRIL 2003
(ÉCONOMISTE EN CHEF DE LA BANQUE MONDIALE DE 1997 À 1999, PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE 2001)

ANNEMASSE-GENÈVE, MAI-JUIN 2003 : G-MONDE FACE AU G8

Chaque année, le G8 (USA, Royaume-Uni, Allemagne, Japon, Italie, Canada, France, Russie) est présidé par un des pays concernés. Avant les États-Unis en 2004, c'est le tour de la France, qui accueille à Évian, du 1er au 3 juin 2003, le sommet des chefs d'État des pays les plus industrialisés.

Face au G8, le mouvement altermondialiste réunit à Annemasse et Genève un "Sommet pour un autre monde". Il sera constitué d'une série de tables rondes abordant des questions à l'ordre du jour du G8 et plus globalement la question de la "gouvernance mondiale". L'objectif est de permettre à des acteurs de la société civile du Nord et du Sud de faire connaître leurs propositions sur les thèmes abordés par les membres du G8. La priorité sera donnée à l'expression des acteurs du Sud (une trentaine seront intervenants).

Organisateurs :

Agir ici, Amis de la terre, ATTAC, CADTM, CCFD, CRID, 4D, Greenpeace.

Programme

✓ Annemasse, centre Martin Luther King et gymnase Beulet

Jeudi 29 mai

11-13h : Ouverture du **Sommet pour un autre monde**, introduction : la "gouvernance mondiale".

15-18h : "Le NEPAD : une chance pour le développement durable de l'Afrique ?" ; "Responsabilité sociale et environnementale des entreprises".

19-22h : "Taxes globales et financement du développement".

Vendredi 30 mai

10-13h : "Du local au global : de la question de la pauvreté à la participation citoyenne"; "Quelles règles pour la gouvernance mondiale de l'environnement ?"

15-18h : "Du local au global : les effets de la mondialisation. Travail en atelier" ; "Dettes : instrument de domination des pays du Sud ?" ; "Commerce et développement : une relation à l'épreuve des faits".

Samedi 31 mai

10-13h : "Transfert d'armes et droits humains" ; "SIDA et solidarité Nord/Sud".

14-17h : "Anti-terrorisme et droits humains".

15-18h : "Soif d'eau, soif de solidarité".

✓ Entre Genève et Annemasse

Dimanche 1er juin

10h : gigantesque manifestation pour la paix et contre l'illégitimité du G8, où sera présent un groupe unitaire européen "dette". A cette occasion, vous pouvez participer à la construction de la **chaîne de la dette** en apportant vos propres maillons (plan sur le site www.dette2000.org). Venez nombreux rompre avec nous la chaîne de la dette.

✓ Genève, Uni Mail

Samedi 31 mai

9h-17h30 : "**Tribunal de la dette et des réparations**", organisé par le CADTM et le CNCD.

· De Dakar à Porto Alegre : l'expérience des tribunaux antérieurs

· La responsabilité pénale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale

· Le procès contre les multinationales complices de l'apartheid et responsable de la dette odieuse

· La responsabilité des gouvernements du Sud et du Nord

· La dette écologique

· La problématique de la dette irakienne

· Les réparations : qui doit à qui ?

· Les possibilités de rompre avec le FMI et la Banque mondiale. L'exemple du Brésil et de l'Argentine. Les perspectives d'alternatives.

Avec la participation de Héloïsa Helena (sénatrice, Brésil) ; Lidy Nacpil (Jubilé Sud, Philippines) ; Solange Koné (Forum national de lutte contre la pauvreté, Côte d'Ivoire) ; Shalmali Guttal (Focus on the Global South, Inde) ; Clémentine Ouédraogo (Promofemmes, Burkina Faso) ; Victor Nzuzi (GRAPR, RD Congo) ; Ibrahim Yacouba (RDD, Niger) ; George Dor (Jubilé, Afrique du Sud) ; Alejandro Teitelbaum (Association américaine des juristes démocrates, Argentine) ; Hugo Ruiz (juriste, Paraguay) ; Éric Toussaint (CADTM, Belgique) ; un représentant de l'opposition progressiste irakienne (Irak).

✓ Sur l'aérodrome d'Annemasse

Samedi 31 mai

A partir de 21h : clôture du Sommet par un **concert intitulé "Drop the Debt"**, devant plus de 15 000 personnes, à l'initiative de l'équipe de Say It Loud, avec Tiken Jah Fakoly, Sally Nyolo, Zédess, Ska-P, Mei Tei Sho, etc.



*"Les batailles ne se gagnent pas avec des chansons.
Mais elles se gagnent parfois en chantant."*

LE FORUM DES PEUPLES

✓ Comme en 2002, le village de Siby (Mali) accueille le **Forum des peuples** pendant le sommet du G8. Partie intégrante du Forum social africain et du Forum social mondial, le Forum des peuples est un espace populaire d'éducation, de communication, d'information et d'action citoyenne. Tous les mouvements sociaux populaires (organisations paysannes, religieuses, de jeunes, de femmes, des droits humains, syndicats, ONG) sont appelés à se mobiliser pour faire du forum des peuples une action citoyenne de construction "du consensus des peuples face au consensus du G8". Le CADTM France leur apporte un modeste appui financier et son soutien le plus chaleureux.

UN G8 ILLÉGITIME !

Lors d'élections démocratiques, le système peut être résumé par : "une personne = un vote". Il n'y a pas de raison que des chefs d'Etats désignés selon cette règle s'arrogent le droit de décider pour l'ensemble de la population mondiale juste parce qu'ils ont réussi à prendre la tête d'un État parmi les plus puissants. Nous refusons le système "un dollar = un vote", qui est en place au FMI et à la Banque mondiale, comme nous refusons le système "plus d'industries (notamment militaire) = plus de prérogatives". Le G8, représentant 850 millions d'habitants, soit moins de 14 % de la population mondiale, ne peut pas décider pour le reste du monde sous prétexte que son PIB annuel cumulé s'élève à 21 000 milliards de dollars, soit deux tiers du PIB mondial. Tout simplement parce que ce n'est pas démocratique.

Pour constituer une instance représentative, bien d'autres systèmes existent : "un pays = un vote", ou une représentation proportionnelle à la population, ou encore à sa racine carrée (ce qui favorise les petits Etats sans défavoriser les grands). Nous refusons la sélection par l'argent et la force.

Le G8, une pratique basée sur l'hégémonie

Né en 1975 à la suite des crises monétaires et pétrolières, le G5, devenu ensuite G7 (USA, Royaume-Uni, Allemagne, Japon, Italie, Canada, France), a eu trois périodes remarquables reliées par le même fil rouge : la volonté d'affermir l'autorité politique et financière des pays les plus industrialisés. La première période, jusqu'en 1980, a été une réflexion sur la gestion des crises structurelles et énergétiques. La deuxième, de 1980 à 1996, a mis en œuvre cette réflexion en rendant prioritaire la lutte contre l'inflation et en imposant une politique monétaire devant permettre la mondialisation ultralibérale que nous connaissons. L'hégémonie, pilotée par les Etats-Unis, est devenue totale en 1989 avec la chute du mur de Berlin. La Russie rejoindra le club à la fin des années 1990 : le G7 devient alors le G8. Pourtant, depuis 1997, les crises monétaires se multiplient (Asie du Sud-Est en 1997, Amérique latine et Russie en 1998, Turquie et Argentine en 2001, faillites de fonds spéculatifs, tempêtes boursières, faillites frauduleuses comme Enron ou WorldCom, etc.) et une énergie et une brutalité extrêmes (la guerre contre l'Irak n'est que la partie visible de l'iceberg) sont déployées pour préserver les intérêts des membres du groupe. Rien d'étonnant qu'à la tyrannie du capital réponde la tyrannie du terrorisme.

Le G8 est non seulement démocratiquement illégitime, mais si on devait le juger à la bonne performance des résultats obtenus, comme les libéraux le préconisent pour les entreprises, il y a déjà longtemps que ces "Présidents du monde" auraient été

virés pour incompetence. Et encore davantage si on prend pour critère l'intérêt commun de l'ensemble de la population, notamment les plus démunis.



MANIFESTATION GENÈVE-ANNEMASSE - 1^{ER} JUIN À 10 H.

La dette, un bon calcul... pour certains

Les remèdes que le G8 impose à travers la planète depuis plus de vingt ans pour soi-disant réduire l'endettement du Tiers Monde n'ont fait qu'aggraver les problèmes. La dette totale des pays en développement (PED) est passée de 580 milliards de dollars en 1980 à 2 400 milliards en 2002. Dans le même temps, ces pays ont remboursé 4 600 milliards de dollars. Pour 1 \$ dû en 1980, les PED ont remboursé 8 \$ et en doivent encore 4. La pauvreté a augmenté, et les inégalités aussi, comme le prouve chaque année le rapport du Programme des Nations unies pour le développement. L'équation "1-8=4+pauvreté et inégalités aggravées" prouve qu'il est impératif de déboulonner ces affreux experts économiques et refonder leur outil de prédilection, leur bras armé financier : les institutions financières internationales.

Si on se place du point de vue des marchés financiers et des multinationales, on se rend compte que ces experts remplissent leur tâche à merveille. Leur action quotidienne conduit à un enrichissement accru des détenteurs de capitaux du Nord, au détriment des populations du Sud. Entre 1998 et 2002, le transfert net global (flux financiers vers le Nord moins flux financiers vers le Sud) s'est élevé à 490 milliards de dollars : en d'autres termes le Sud transfère massivement des fonds vers les élites financières. Pour eux, pas de doute, la dette est une bonne rente.

ALAIN SAUMON

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France
Tel : 02-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : mai 2003

Dessins : Subito (p6) ; www.anti-g8.org (p2-3)

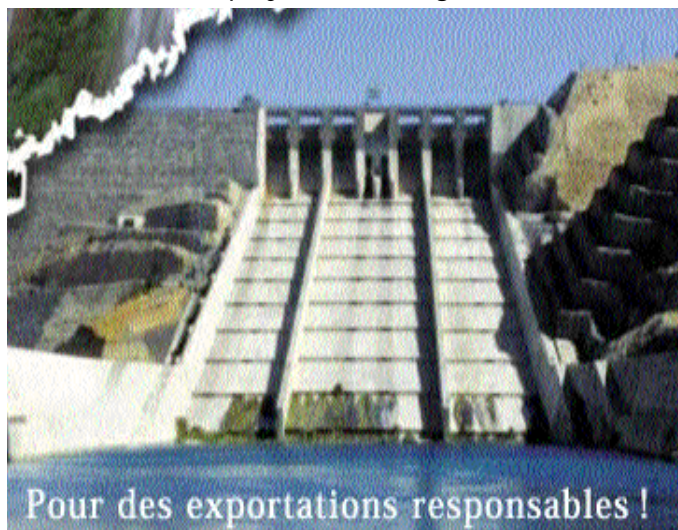
Précédents bulletins : www.cadtm.org

BARRAGES À LA TRANSPARENCE ?

Les Amis de la Terre lancent une nouvelle campagne sur les grands barrages, soutenue par plus de trente associations et syndicats dont le CADTM. La campagne dénonce le rôle majeur que joue la France dans la construction de nouveaux grands barrages à l'étranger (Trois Gorges en Chine, Nam Theun 2 au Laos), donc l'impact est catastrophique sur l'environnement et les communautés locales. Sont visées les entreprises Alstom, EDF et la Société Générale, mais aussi deux institutions financières agissant au nom de l'Etat : l'Agence Française de Développement et surtout la COFACE, l'agence d'assurance-crédits aux exportations qui garantit les exportations d'entreprises nationales avec de l'argent public.

La campagne demande que soient respectées les recommandations de la Commission Mondiale des Barrages (CMB), l'institution de référence en la matière. Nous exigeons en particulier une plus grande transparence en amont de la prise de décision, la consultation des populations affectées, et l'étude systématique d'alternatives aux méga-projets.

Dans son analyse des performances économiques des grands barrages, la CMB a démontré qu'en moyenne, les barrages n'ont réalisé au mieux que des profits marginaux. 50 à 70 % d'entre eux n'atteignent pas leurs objectifs techniques (production d'énergie, irrigation, etc). Parallèlement, la CMB a dénoncé l'absence de prise en compte sérieuse des alternatives aux grands barrages : *"L'évaluation des options est classiquement limitée dans son étendue, en raison des intérêts politiques et économiques qui sous-tendent les projets de barrages"*.



Dans le cas de Nam Theun 2 au Laos, l'Etat prendrait un risque financier colossal pour financer un méga projet qui représente 65 % de son PIB, alors que sa rentabilité est extrêmement incertaine. S'il est réalisé, le projet a donc toutes chances d'augmenter la dette publique du Laos, qui est déjà membre des PPT (Pays pauvres très endettés, voir p.6), sans répondre aux besoins des communautés locales. Refusons que seules les entreprises françaises impliquées profitent du projet !

Pour plus d'informations : www.amisdelaterre.org.

▮ SÉBASTIEN GODINOT (LES AMIS DE LA TERRE)

NOUS AVONS SIGNÉ...

- ✓ La campagne initiée par les Amis de la Terre sur les **grands barrages** (voir ci-contre).
- ✓ La campagne d'Agir Ici sur la **responsabilité sociale et environnementale des multinationales**, intitulée *"Opacité, impunité : total scandale !"*, à travers l'exemple précis de TotalFinaElf, devenue Total récemment.
- ✓ La déclaration de l'ONG britannique Bretton Woods Project sur la **gouvernance des institutions financières internationales** qui formule les demandes minimales à mettre en oeuvre pour améliorer le fonctionnement de ces institutions (droits de vote, transparence, sélection des dirigeants, fin de l'expansion de leurs missions hors du contrôle de l'ONU).
- ✓ Le texte pour une **réforme des agences de crédit et d'assurance crédit à l'exportation (ECA)**, émanant d'un réseau informel qui s'est constitué au niveau européen sous le nom "European ECAs : reform !". Son objectif est notamment de faire pression sur l'Union européenne.

SUR LA DETTE DE L'IRAK

Selon le Centre des études stratégiques et internationales (CSIS, www.csis.org/isp/pcr/index.htm), la dette extérieure de l'Irak s'élèverait à 127 milliards de dollars, sans compter 199 milliards de dollars au titre des compensations après la première guerre du Golfe (1991). Cela donne un total de 383 milliards de dollars, plaçant l'Irak au premier rang des pays en développement les plus endettés, et de loin !

Dans ce contexte, il est très intéressant d'observer le comportement des États-Unis qui se trouvent confrontés à la gestion d'un pays englué dans une dette colossale. Contrairement à leur comportement habituel qui consiste à attribuer des allègements de dette avec une extrême parcimonie, ils ont très vite demandé une annulation massive pour ce pays qu'ils estiment avoir libéré. Ils n'hésitent pas à reprendre le thème de dette odieuse (contractée par un régime dictatorial sans tenir compte de l'intérêt des populations) pour justifier leur demande. De surcroît, dans le cas de l'Irak, la France, l'Allemagne et la Russie (soit le camp de la paix) sont particulièrement impliqués... Et que va-t-il advenir du coût de la stabilisation et de la reconstruction ? Les ressources irakiennes vont-elles financer l'effort de guerre états-unien ?

Face à ces questions, le CADTM a lancé une pétition précisant notamment que "le peuple irakien ne peut être tenu pour responsable des dettes contractées (...) par Saddam Hussein et son régime despotique. Au regard de la doctrine de la dette odieuse, ces dettes tombent avec le régime qui les a contractées. Le peuple irakien n'a pas non plus à supporter les coûts de l'occupation de l'Irak par les troupes de la coalition des États-Unis, de la Grande Bretagne et de l'Australie. Nous appelons tous les créanciers à annuler la dette odieuse contractée par Saddam Hussein. Nous déclarons que le coût de la guerre et de l'occupation actuelle ne peut pas être transformé en nouvelle dette. Nous considérons que les destructions et les pillages provoqués par la guerre donnent au peuple irakien le droit à des réparations." Pour la signer, voir www.cadtm.org.

▮ DAMIEN MILLET

APPEL UNITAIRE

AUX MEMBRES DU G7

Les solutions proposées par le G7 pour régler les problèmes de surendettement des pays du Tiers-Monde sont très insuffisantes (voir p.6). Alors les collectifs mobilisés sur la dette dans les pays membres du G7, y compris la plate-forme "Dette et développement" à laquelle appartient le CADTM France, ont envoyé ce mois-ci aux ministres des finances du G7 - dans la perspective du sommet d'Évian - un appel unitaire, le premier du genre, énonçant plusieurs propositions pour réduire le fardeau de la dette des pays du Sud.

D'une part, l'objectif doit être non pas de rechercher la soutenabilité de la dette mais de faire en sorte que le remboursement de la dette ne prime plus sur la satisfaction des besoins humains essentiels. Cela passe par l'ouverture des allègements de dette à tous les pays, y compris ceux qui ne sont pas éligibles à l'initiative PPTE, par une annulation de 100% de la dette de la plupart des PPTE, et par une annulation des dettes d'origine multilatérale beaucoup plus importante que ce qu'elle est actuellement. D'autre part, les signataires de l'appel demandent la mise en place d'un processus d'arbitrage équitable et transparent ainsi que la reconnaissance de l'illégitimité de certaines dettes.

A Annemasse, le 1er juin, les mêmes organisations défilèrent ensemble, avec une longue chaîne de la dette, pour dénoncer ce nouvel esclavage des temps modernes.



SYLVIE BOURINET

Ce texte a été signé par : Erlassjahr, Entwicklung braucht Entschuldung (Allemagne), Canadian Catholic Organization for Development and Peace (Canada), Jubilee USA Network (USA), Plate-Forme Dette et Développement (France), Sdebitarsi, Campagna per la cancellazione del debito estero dei paesi poveri (Italie), Japan Network on Debt & Poverty (Japon), Jubilee Debt Campaign (Royaume-Uni), et les réseaux CIDSE, Eurodad, European Network on Debt and Development, et Oxfam International.

LU DANS LE MONDE

✓ « 50 questions / 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale », par Damien Millet et Éric Toussaint, éditions Syllepse/CADTM.

"2 450 milliards de dollars. C'est le montant de la dette que totalisent les 165 pays en développement recensés par ce livre. (...) Face à cette situation insoutenable et intolérable, les auteurs ne prennent pas de gants, comme pour pouvoir taper plus fort... Derrière une présentation claire et pédagogique, à la limite du précis universitaire, se cache un véritable réquisitoire contre le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Un brin engagé."

(LE MONDE, SUPPLÉMENT ÉCONOMIE, 6 MAI 2003)

EXIT LE SDRM !

Les pays à revenu intermédiaire lourdement endettés devront attendre. La seule initiative en préparation les concernant - le Mécanisme de restructuration de la dette souveraine (SDRM en anglais) - proposée par le numéro deux du FMI, Anne Krueger, a été rejetée par les États-Unis en avril dernier. Cette proposition aurait pu permettre aux pays qui le souhaitaient d'engager une procédure de gel des paiements sur leurs dettes insolubles, accompagnée d'une protection juridique du pays contre ses créanciers. Cela serait passé par une approche contractuelle (utilisation accrue des "clauses d'action collective" dans les contrats de prêts) et une approche réglementaire (traité international), ainsi que par la mise en place d'une instance de règlements des différends.

Pour le FMI, l'intérêt d'un tel mécanisme était de "responsabiliser" le secteur privé en l'obligeant à prendre sa part du fardeau. Mais les banques et les multinationales américaines y étaient fermement opposées. Les États-Unis, dont la voix est prépondérante au FMI, ont dit non au SDRM, par ailleurs soutenu par les pays de l'Union européenne.

ET LE FTAP ?

De leur côté, certaines ONG et campagnes sur la dette dans les pays du G7 se mobilisent actuellement pour la mise en place d'un "processus d'arbitrage équitable et transparent" (FTAP en anglais) que Jubilé Sud, de son côté, vient de dénoncer comme instrument de division du mouvement mondial sur la dette. Pour Jubilé Sud, le combat sur la dette, au niveau international, doit faire de la reconnaissance de l'illégitimité de la dette une priorité.

SYLVIE BOURINET

UN RÉSEAU POUR HAÏTI

Depuis le 5 mars dernier, le CADTM fait partie du Réseau Associatif Haïti 2004. Ce réseau, constitué de diverses associations et personnalités, a pour but de favoriser l'échange d'informations sur la commémoration du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti qui aura lieu le 1er janvier 2004 (voir bulletin 6). Il a notamment développé quatre revendications : l'inclusion de l'indépendance d'Haïti dans les manuels d'Histoire français, la remise en cause de la dette payée par Haïti au dix-neuvième siècle à la France en échange de la reconnaissance internationale de son indépendance, l'annulation de la dette bilatérale d'Haïti envers la France et enfin, un accueil plus humain des Haïtiens à l'Ambassade de France en Haïti. Un travail de développement de ces revendications et des moyens d'action possibles est en cours. Si vous souhaitez faire partie du réseau ou recevoir des informations complémentaires, vous pouvez également envoyer un mail à l'adresse : ReseauHaïti2004-subscribe@yahoogroupes.fr

SOPHIE PÉLUCHON

PSTE : LE FIASCO

En 1996, au sommet du G7 de Lyon, les pays les plus riches ont décidé de lancer une initiative d'allègement de la dette des pays pauvres, baptisée PSTE (Pays pauvres très endettés, voir bulletins précédents). Malheureusement, il est de plus en plus clair que cette initiative très médiatisée est un échec. Elle ne résout en rien le problème de la dette parce qu'elle n'est pas née pour résoudre ce problème. Elle est née uniquement pour garantir aux créanciers la poursuite des remboursements, aucun rapport donc avec le développement humain dans les pays concernés. La preuve en est qu'elle consiste juste en un allègement de dette afin de la rendre soutenable. Les créanciers se contentent donc de supprimer la partie de la dette qui la rendait insoutenable. Les pays endettés vont donc toujours payer au maximum de leurs capacités financières.

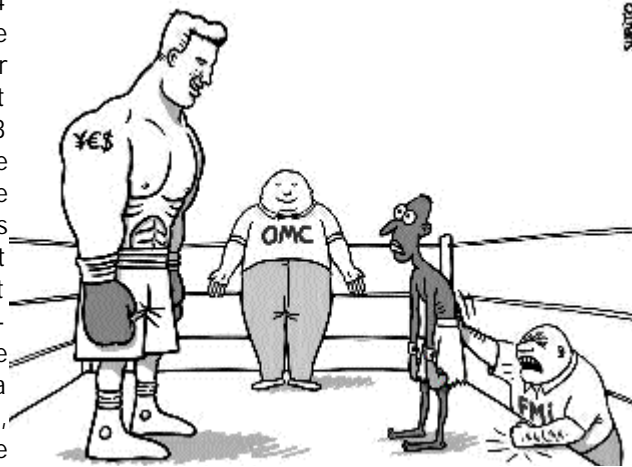
En outre, cette initiative ne concerne au mieux que 42 pays, soit moins d'un sur quatre en développement, parmi lesquels certains sont confrontés à une guerre civile ou jugés politiquement incorrects. Sur les 34 pays restants, bon nombre n'ont pas encore vu la couleur du moindre allègement sérieux. Aujourd'hui, seuls 8 pays sont arrivés au terme de l'initiative : après une période variant entre trois et six ans d'une politique d'ajustement structurel soutenue (qui a fait des ravages chez les populations du monde entier), une maigre partie de leur dette va être allégée. Fin mars 2003, soit bientôt sept ans après le lancement de l'initiative à Lyon, le Bénin est devenu le huitième pays à atteindre le point d'achèvement.

Même si les exemples du passé prouvent qu'un pays qui bénéficie d'une vraie annulation de dette se place dans les meilleures conditions pour libérer son développement, il n'y a rien de tel aujourd'hui. Les modestes objectifs de l'initiative ne seront même pas atteints car les projections ont été faites de façon trop optimiste, comme toujours au FMI. Il n'a pas tenu compte d'une baisse du cours des matières premières qui a affecté la plupart des pays classés PSTE. Alors pourquoi une telle manoeuvre ? Simplement parce que la dette est un puissant mécanisme de domination que les créanciers, et notamment les États du G8, ne veulent surtout pas abandonner. Tout n'est donc que rapport de forces...

En 2002, la dette totale des PSTE s'élevait à 179 milliards de dollars. Malgré les discours apparemment généreux, comme les années précédentes, ces 42 PSTE ont continué à rembourser pour leur dette davantage qu'ils n'ont reçu en nouveaux prêts : le transfert net est de -320 millions de dollars, donc bien négatif pour eux. En revanche, la misère galope.

LE COTON AFRICAIN S'ÉNERVE

Quatre pays producteurs de coton (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) ont transmis à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) une plainte contre les subventions accordées par Washington aux grands producteurs du Texas. Ces subventions leur permettent de concilier surproduction, chute des cours et revenus confortables, contrairement aux 10 millions d'Africains qui subissent les conséquences de plein fouet. Pour la saison 2001-2002, ce sont 3,9 milliards de dollars que les États-Unis ont dépensé en subventions, pendant que les cours ne dépassaient pas 42 cents la livre. Sans ces subventions, le prix du coton aurait été supérieur de 26 %, vers 53 cents la livre. La différence est de taille. Le manque à gagner pour les pays africains concernés, qui exportent 90 % de leur production, est de 200 millions de dollars par an. Voilà pourquoi depuis trois ans, la production a augmenté de 14 %, alors que les recettes d'exportation ont baissé de 31 %... Des pays comme le Burkina Faso, le Mali ou le Bénin sont complètement dépendants de leur production de coton pour se procurer les devises nécessaires au remboursement de leur dette. Les populations locales sont aux abois, fragilisées par une libéralisation regrettable et bâclée de la filière coton. Leur coton de grande qualité et son coût de revient peu élevé ne leur donnent aucun avantage car les États-Unis ont pipé les dés. Mais de cela, en parlera-t-on au G8 d'Évian ?



DETTE ET ARACHIDE

L'arachide sénégalaise est frappée par deux catastrophes majeures : la sécheresse, et les exigences du FMI et de la Banque mondiale (Bm). La situation est si dramatique que la Bm a autorisé le gouvernement sénégalais à éponger la totalité des dettes des paysans contractées lors des campagnes agricoles, soit 8,4 millions d'euros. De plus, d'autres mesures ont été décidées : distribution de vivres pour la soudure, d'aliment pour le bétail et de semences pour la prochaine campagne agricole. Des milliers de Sénégalais sont mobilisés pour la survie de l'agriculture de leur pays, dont nos amis du CADTM Sénégal. La libéralisation de la filière arachide prônée par le FMI et la Bm et mise en place au pas de course est clairement une impasse pour le bien commun. Ce qui vient d'être décidé à Washington lors de la visite du Premier ministre Idrissa Seck est un dur constat d'échec pour un modèle économique chancelant.

▀ DAMIEN MILLET



Rejoignez-nous !

B7

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

Adhère au CADTM France : 10 euros 6 euros (petits revenus)

M'abonne aux publications du CADTM : 38 euros 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**